



21^E CONFÉRENCE ANNUELLE
Centre national des arts, Ottawa (Ontario)
20 et 21 octobre 2025

LUNDI 20 OCTOBRE

9 h 00 Discours d'ouverture

Vicky Eatrides a commencé sa carrière en droit réglementaire au sein d'un cabinet d'avocats national en 2000. Elle s'est jointe à la fonction publique fédérale en 2005 et a occupé plusieurs postes de cadre supérieur au Bureau de la concurrence, à Ressources naturelles Canada et au ministère de l'Innovation, des Sciences et du Développement économique. Vicky possède de l'expérience dans divers domaines, dont l'application de la loi, la politique stratégique, l'analyse économique, les affaires législatives et les relations internationales.

Vicky a occupé plusieurs postes de direction au Bureau de la concurrence, pendant douze ans, dont celui de sous-commissaire principale chargée de la mise en œuvre des dispositions pénales et civiles de la Loi sur la concurrence. Au cours de son mandat dans cet organisme indépendant, elle a acquis une expertise dans les domaines des télécommunications, de la radiodiffusion et des nouvelles technologies en dirigeant des examens de fusions, des enquêtes civiles et criminelles et des interventions réglementaires.

Vicky a enseigné le droit de la concurrence à l'Université Queen's et a pris la parole lors de nombreuses conférences et événements nationaux et internationaux. Vicky Eatrides est membre du Barreau de l'Ontario.

9 h 30 Panel

Commerce international, ACÉUM et souveraineté canadienne

Animateur : Peter Grant Jusqu'à sa retraite, en mai 2020, Peter Grant était avocat-conseil principal chez McCarthy Tétrault S.E.N.C., s.r.l., où il a pratiqué le droit pendant plus de 50 ans et y dirigeait le groupe de pratique Communications et divertissement. Monsieur Grant est un pionnier du droit des communications au Canada et y a consacré une importante part de sa pratique, notamment pour des dossiers entourant la radiodiffusion et la câblodistribution, les services de télévision sur abonnement et spécialisés, le multimédia, les sociétés de gestion du droit d'auteur et les industries culturelles, tant au Canada qu'à l'étranger.

En plus de sa pratique dans le domaine de la radiodiffusion canadienne, monsieur Grant a conseillé des gouvernements étrangers et des radiodiffuseurs publics, dont les sociétés BBC (Royaume-Uni) et RAI (Italie) sur des questions de radiodiffusion. En 1999, le gouvernement du Sri Lanka sollicitait ses recommandations sur la nouvelle législation du pays en matière de radiodiffusion.

En 2013, The Porcupine's Quill publiait son autobiographie, intitulée Changing Channels: Confessions of a Canadian Communications Lawyer.

De 1992 à 2020, Monsieur Grant a agi comme arbitre en matière de radiodiffusion pour le Canada en vertu de la Loi électorale du Canada.

En 2018, monsieur Grant était l'un des six experts nommés par le gouvernement fédéral pour procéder à l'Examen de la législation en matière de radiodiffusion et de télécommunications. Le groupe d'experts a publié son rapport, intitulé L'avenir des communications au Canada : le temps d'agir, le 27 janvier 2020. À la lumière des recommandations qui y étaient formulées, le gouvernement adoptait en 2023 des mesures législatives imposant une contribution des plateformes de diffusion en continu à la production canadienne.

Colin Robertson Ex-diplomate canadien, Colin Robertson est membre de l'Institut canadien des affaires mondiales, dont il anime le balado Global Exchange. On peut le lire fréquemment dans les médias, notamment dans Policy Magazine, qui le compte parmi ses collaborateurs.

Capitaine honoraire au sein de la Marine royale canadienne, il fait partie des stratèges membres du Alphen Group de même que du groupe d'experts sur les relations canado-américaines de la Norman Paterson School of International Affairs (NPSIA) de l'Université Carleton.

Il est membre de la direction de la School of Public Policy de l'Université de Calgary et agrégé supérieur de recherche à la NPSIA de l'Université Carleton.

Auparavant, monsieur Robertson occupait les fonctions de conseiller principal de Dentons US LLP (précédemment McKenna, Long and Aldridge LLP) et travaillait avec le Conseil canadien des affaires.

Il a siégé au conseil de Jeunesse Canada Monde, notamment comme président et vice-président. Depuis longtemps membre du Conseil international du Canada, il en a présidé le chapitre de la Capitale nationale. Par le passé, monsieur Robertson a siégé au comité consultatif du président de l'Université Carleton, à celui de la NPSIA, au conseil de la Johnson-Shoyama School of Public Policy, au North American Research Partnership, au conseil, puis au comité consultatif de l'Institut de la Conférence des associations de la défense et rempli deux mandats au sein du conseil sur la défense du ministère de la Défense nationale.

Ayant fait carrière comme agent du service extérieur de 1977 à 2010, monsieur Robertson a été le premier chef du secrétariat de défense des intérêts et ministre à l'Ambassade du Canada à Washington, et consul général à Los Angeles après avoir été consul et conseiller à Hong Kong et à New York, aux Nations Unies et au consulat général.

Monsieur Robertson a été président de la Fondation Historica du Canada. Il a été éditeur de bout de papier, le magazine canadien de la diplomatie et du service extérieur, et président de l'Association professionnelle des agents du service extérieur.

Colin Robertson a été décoré de la Médaille du couronnement du roi Charles iii, de l'Ordre mexicain de l'aigle aztèque, de la médaille du jubilé de diamant de la reine Elizabeth ii, de la médaille du centenaire de l'Alberta, de celle du centenaire de la Saskatchewan et de la Décoration des Forces canadiennes.

Laura Dawson Avant sa nomination à la Future Borders Coalition, Laura Dawson était la représentante pour l'Amérique du Nord de l'Amazon Web Services (AWS) Institute. Entre autres postes d'envergure, elle a été directrice du Canada Institute au Wilson Center, à Washington, D.C., fondatrice de Dawson Strategic et conseillère économique principale à l'ambassade des États-Unis au Canada. Elle fait également partie du corps enseignant du programme de maîtrise en politique publique de l'Université McGill et siège au conseil d'administration de l'Institut canadien des affaires mondiales. De plus, madame Dawson a coprésidé le comité de sélection de 2021 pour le Fonds Nouvelles frontières en recherche du gouvernement du Canada. En 2020, l'Association des affaires publiques du Canada lui

remettait un titre honorifique (Person of Distinction). Elle est titulaire d'un doctorat en sciences politiques de l'Université Carleton.

Vass Bednar, est directrice générale du Canadian SHIELD Institute for Public Policy. Elle est coautrice, avec Denise Hearn, de *The Big Fix: How Companies Capture Markets and Harm Canadians*.

10 h 30 Présentation courte

Rentabilité et l'économie de l'attention : transition vers la commercialisation du contenu canadien

Nicole Matiation est la cheffe secteur audiovisuel – Canada chez Nordicity, un cabinet de conseil international qui propose des services en analyse économique, planification, développement de stratégie, ainsi qu'en développement et évaluation d'organisme, de programme, et de politique.

Bilingue, Nicole travaille étroitement avec l'équipe d'analyse économique de Nordicity afin de soutenir des clients dans la planification de stratégies de développement d'industrie ainsi que le développement, l'évaluation et la mise en œuvre de programmes et de politiques. Avant de se joindre à Nordicity en 2023, Nicole était directrice générale de l'unité des politiques stratégiques au département de la culture du sport, du patrimoine et du tourisme au Manitoba, où elle menait une équipe dédiée à la recherche, à l'analyse et au développement des options législatives, politiques et de programmes dans les secteurs culturel, du patrimoine, des bibliothèques publiques, et des industries créatives.

Pendant plus de dix ans, en tant que directrice générale d'On Screen Manitoba, l'association provinciale, Nicole a produit All Access, une conférence annuelle de l'industrie audiovisuelle avec un volet de programmes pour chacun des marchés anglophones et francophones, réunissant des leaders canadiens de l'industrie avec des diffuseurs et distributeurs nationaux et internationaux pendant deux jours à Winnipeg, Canada. Avant cela, elle a cofondé et dirigé l'organisme bilingue, Freeze Frame : Centre des arts médiatiques pour jeunes pendant plus de dix ans. Nicole a également dirigé plusieurs autres organismes culturels et conseils d'administration.

Nicole détient une maîtrise en études des médias de l'Université Concordia. En mars 2025, elle a été nommée au conseil d'administration de TV5Numérique par la ministre du Patrimoine canadien. Elle siège également au conseil d'administration de Manitoba Foundation for the Arts.

10 h 45 Présentation courte

L'avenir des modèles d'affaires fondés sur la radiodiffusion

Brad Danks est chef de la direction des sociétés OUTtv Network inc. et OUTtv Media Global inc. (collectivement appelées OUTtv), le plus important diffuseur en continu et commissaire de contenus LGBTQ2+. Cet avocat auparavant spécialisé en droit du divertissement a représenté des studios américains et internationaux, des diffuseurs, des distributeurs et des bailleurs de fonds avant de se joindre à OUTtv comme chef de l'exploitation en 2006, puis d'en devenir chef de la direction en 2016 avec la mission de mondialiser la société.

Depuis, il a présidé à l'expansion internationale d'OUTtv en créant des partenariats stratégiques dans plus de 14 pays via les plateformes de vidéo sur demande avec publicité, de vidéo à la demande par abonnement et de télévision en continu gratuite avec publicité, dont Amazon, Apple, Roku, YouTube Prime Channels, Comcast (Xumo), Samsung, PlutoTV, Google TV, Freevee, Vizio, Tivo+, Plex, Netgem, Freeview (R-U), eMedia (Afrique du Sud), Allente (Scandinavie) et Chung Wa (Taiwan).

OUTtv propose un mélange captivant de contenus inclusifs pour les communautés de la diversité sexuelle, de la comédie au drame en passant par le documentaire, la télé réalité et du cinéma primé. Le catalogue d'OUTtv Originals comprend *Slayers: Wheel of Fate*, *For the Love of DILFS*, *Sew Fierce*, *X-Rated: NYC*, *Drag House Rules*, *Settle Down*, *Call Me Mother*, *Sugar Highs*, *Trixie Mattel: Skinny Legend* et la série documentaire *OutSpoken*.

Brad Danks commente fréquemment, par écrit et lors de conférences, l'évolution du paysage médiatique. Il représente les intérêts d'OUTtv auprès de groupes de l'industrie, dont Streaming for Australia et la Thematic Streaming Coalition. Il est professeur associé en droit à l'Université de Victoria. Il est membre du conseil d'administration de Numeris et conseiller académique au Centre for Digital Media, à Vancouver.

11 h 15 Présentation courte

Repenser la connectivité dans une période de défis géopolitiques

Ted Woodhead habite à Ottawa, en Ontario. Il compte plus de 25 années d'expérience dans le secteur des télécommunications et de la radiodiffusion. Il a été vice-président directeur et dirigeant principal des affaires réglementaires et gouvernementales chez Rogers Communications jusqu'en mai 2023 ; à ce titre, il a dirigé le processus de réglementation conduisant à l'acquisition de Shaw Communications par Rogers en 2023.

Auparavant, il a été vice-président principal des affaires réglementaires et gouvernementales chez TELUS Communications. Il a représenté ces sociétés dans le cadre de nombreuses démarches devant le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications (CRTC) et auprès d'autres ministères et organismes fédéraux concernant des questions de radiodiffusion et de télécommunications. Avant de s'illustrer chez Telus et Rogers, monsieur Woodhead a occupé divers postes au CRTC, tant dans le secteur des télécommunications que dans celui de la radiodiffusion.

Monsieur Woodhead siège au comité de développement et des relations extérieures du conseil d'administration de l'Université Queen ; il est membre du conseil de la Fondation de l'Hôpital Queensway Carleton et a siégé aux conseils de la Chambre de commerce du Canada et de l'Association canadienne des télécommunications sans fil. Il est titulaire d'un diplôme de baccalauréat spécialisé en études politiques et histoire de l'Université Queen et d'un baccalauréat en droit de l'Université de Windsor. Il a été admis au Barreau de l'Ontario en 1989.

Monsieur Woodhead est présentement président de la firme Woodhead Regulatory Consulting et avocat principal chez Clear Strategy, un organisme d'affaires publiques.

11 h 30 Présentation courte

IA, paternité et droit d'auteur

Kristina Milbourn est une avocate chevronnée en droit des technologies et chef de la section Litige chez Rogers Communications, l'une des plus importantes sociétés de télécommunications canadiennes, où elle dirige une équipe d'envergure nationale. Elle a fondé le laboratoire de piraterie chez Rogers et y a constitué l'équipe de protection du contenu. Elle était la stratège principale derrière la toute première ordonnance au Canada de blocage de sites dynamique visant à protéger le droit d'auteur des diffuseurs d'événements sportifs en direct. Madame Milbourn préside également le programme de stagiaires en droit de Rogers, qu'elle a piloté en 2020 afin de contribuer à diversifier le bassin de talents juridiques dans les sociétés canadiennes. Elle a partagé son expertise sur la réforme du droit d'auteur et la politique de l'Internet devant des comités parlementaires canadiens et, à la Maison-Blanche, au Bureau du coordonnateur de la protection des droits de la propriété intellectuelle,

de même qu'au Capitol, à Washington, D.C.

Madame Milbourn siège au comité consultatif du doyen de la Ted Rogers School of Management, affiliée à la Toronto Metropolitan University, de même qu'au comité consultatif des anciens et au comité des admissions de la Western Law School. Elle est présidente du comité sur le droit d'auteur de l'Institut de la propriété intellectuelle du Canada (IPIC) et du comité sur Internet et les technologies. Kristina Milbourn est titulaire d'un baccalauréat en sciences (B.Sc.) de l'Université de Toronto, d'un baccalauréat en droit (LL.B.) de l'Université Western et d'une maîtrise en droit (LL.M.) de la Columbia Law School.

11 h 45 Présentation courte

La vérification de l'âge et le contenu pour adulte

La sénatrice Julie Miville-Dechêne a été nommée au Sénat en juin 2018 après une brillante carrière dans le secteur public. Ancienne journaliste à Radio-Canada pendant 25 ans, elle en est devenue la première femme ombudsman en 2007. En 2011, elle a été nommée présidente du Conseil du statut de la femme du Québec. Depuis son arrivée au Sénat, elle s'est démarquée par son engagement envers les droits humains. Elle a marrainé le projet de loi S-211, visant à lutter contre le travail forcé dans les chaînes d'approvisionnement, qui a reçu la sanction royale en mai 2023. Elle a également porté le projet de loi S-210, exigeant la vérification de l'âge sur les sites pornographiques, qui est mort au feuillet en janvier 2025 après avoir presque complété le processus législatif. Elle a déposé une version bonifiée, le projet de loi S-209, en mai 2025.

12 h 00 Dîner et entretien

Dan Goldberg Depuis 2006, Dan Goldberg est président et chef de la direction de Telesat, l'un des opérateurs de satellites les plus importants et les plus innovants au monde. Sous sa direction, Telesat a étendu sa présence mondiale et opéré un virage stratégique pour développer une constellation de satellites en orbite basse de pointe, Telesat Lightspeed, conçue pour répondre aux besoins évolutifs d'entreprises et de gouvernements du monde entier en matière de connectivité à haut débit.

Avant de se joindre à Telesat, monsieur Goldberg était président-directeur général de SES New Skies, après l'acquisition de cette dernière par SES, où il siégeait également au comité de direction. Avant cette acquisition, il a occupé des postes de direction chez New Skies, notamment comme président-directeur général, chef de l'exploitation et directeur juridique.

Plus tôt dans sa carrière, monsieur Goldberg a occupé des postes de direction dans les domaines juridique et réglementaire chez PanAmSat, comme co-directeur du contentieux et vice-président des affaires gouvernementales et réglementaires. Il a commencé sa carrière d'avocat à Washington, D.C., au sein du cabinet Covington & Burling, puis a été procureur adjoint du comté d'Ada, à Boise, dans l'Idaho, avant de retourner pratiquer le droit à Washington, D.C., au cabinet Goldberg, Godles, Wiener & Wright.

Monsieur Goldberg a été le tout premier président du conseil d'administration de Space Canada. Il a également présidé celui de la Global Satellite Operators Association (GSOA) de 2023 à 2025. Il a obtenu son diplôme de premier cycle avec la plus haute distinction de l'Université de Virginie et est titulaire d'un diplôme en droit avec mention de la Harvard Law School.

Sylvie Courtemanche a commencé sa carrière dans le secteur des communications comme avocate et conseillère spéciale du président du Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications

canadiennes (CRTC, 1991-1998). Elle y a acquis une connaissance approfondie du mandat et des objectifs du CRTC et des secteurs que réglemente l'organisme.

Elle s'est ensuite dirigée vers le secteur privé en devenant vice-présidente exécutive de la politique et des affaires réglementaires à l'Association canadienne des radiodiffuseurs (ACR). À ce titre, elle a assuré mené, géré, coordonné et supervisé l'ensemble des activités de la division Politique et affaires réglementaires applicables aux secteurs de la télévision, des chaînes spécialisées et de la radio.

Après son départ de l'ACR, elle est devenue directrice des affaires réglementaires chez TELUS Québec, tout en travaillant comme consultante indépendante pour le secteur des communications où elle conseillait des petites et grandes entreprises privées sur divers enjeux de radiodiffusion.

Elle a ensuite entrepris une carrière de 13 ans chez Corus Entertainment à titre de vice-présidente et codirectrice du contentieux, relations gouvernementales et conformité. À ce titre, elle a dirigé et mobilisé une équipe multidisciplinaire au sein de Corus pour de nombreuses demandes et présentations relatives à des questions de télévision et de radio devant le CRTC, des comités parlementaires et d'autres organismes gouvernementaux.

Depuis janvier 2018, madame Courtemanche est présidente du Conseil canadien des normes de la radiotélévision, qui reçoit les plaintes et les questions du public concernant la programmation diffusée par les radiodiffuseurs privés, et les examine à la lumière des codes de l'industrie.

Sylvie Courtemanche s'est également investie auprès de nombreux conseils d'administration de l'industrie, notamment à titre de présidente du conseil de l'ACR et de celui du Radio Starmaker Fund, de vice-présidente du Fonds Radiostar, de membre du conseil de Musicaction et de membre du comité juridique de NABA. Elle est actuellement vice-présidente du conseil de l'Institut international des communications – Section canadienne.

13 h 25 Présentation courte

L'avenir des télécommunications canadiennes : choix stratégiques, pressions et priorités

Eric Smith est vice-président principal de l'Association canadienne des télécommunications, où il dirige les activités stratégiques et réglementaires. Il y met à profit sa vaste expérience en droit et politique publique, étroitement liée au secteur canadien des télécommunications.

Auparavant, Eric a tenu des rôles de premier plan chez BlackBerry, notamment comme responsable des relations gouvernementale pour le Canada. Il s'est illustré dans le classement Best Lawyers in Canada pour son travail en droit des technologies de l'information. Il a également rempli les fonctions de vice-président et d'avocat général de la société Corel, et exercé le droit chez Fraser Milner Casgrain (Dentons aujourd'hui), où il co-présidait le groupe de pratique des opérations du secteur Technologie.

Rob Ghiz À titre de président-directeur général de l'Association canadienne des télécommunications, qui consacre ses efforts à bâtir un avenir meilleur pour les Canadiens grâce à la connectivité, Robert Ghiz en assume la direction générale et en définit les grandes orientations. À la barre de l'Association depuis 2017, il aide l'équipe à faire connaître et à défendre les intérêts des entreprises et des fournisseurs de services qui, par leurs activités, ont généré plus de 81 milliards de dollars du produit intérieur brut canadien en 2023 uniquement.

Avant de se joindre à l'Association, monsieur Ghiz a eu une prolifique carrière politique. De 2007 à 2015, il a été premier ministre de l'Île-du-Prince-Édouard et géré avec succès l'économie de la province, notamment pendant la crise financière mondiale de 2008, et a contribué à sa croissance record après la récession.

En plus de diriger l'Association canadienne des télécommunications, monsieur Ghiz est président du conseil d'administration de la Fondation des dons sans fil du Canada et de la Fondation Medavie pour la santé. Il joue aussi le rôle de conseiller au sein de plusieurs conseils et organismes comme la Fondation des Fleurons Glorieux.

13 h 45 Présentation courte

L'effet du vieillissement de la population

Gabrielle Gallant est directrice des politiques du National Institute on Ageing (NIA), où elle met à profit son solide bagage en défense des intérêts acquis auprès d'entreprises, d'associations et de groupes de réflexion. Passionnée des affaires gouvernementales et de politiques publiques, elle croit à la force des réseaux dans l'atteinte de résultats positifs.

Madame Gallant a travaillé dans plusieurs bureaux ministériels de diverses provinces et a terminé son parcours gouvernemental comme conseillère principale au cabinet du Premier ministre. Elle a également été directrice des communications et des opérations pour le président du Conseil du Trésor.

Madame Gallant fait partie du corps enseignant de Sheridan College, où elle est instructrice au programme d'études supérieures en communication d'entreprises et relations publiques depuis six ans.

Elle consacre son temps comme bénévole à des causes qui encouragent la participation des femmes à la politique et aux affaires publiques. Elle a siégé au conseil d'administration d'À voix égales et fait partie du groupe des jeunes marraine du Women's College Hospital. Durant la pandémie de COVID-19, elle a mis sur pied un organisme d'entraide du quartier qui a nourri une centaine de familles.

Cavalière passionnée, madame Gallant a, par le passé, pris part à des compétitions de saut d'obstacles. Lorsque son emploi du temps le lui permet, elle parcourt les sentiers de la ceinture de verdure de l'Ontario avec son cabriolet.

14 h 00 Présentation courte

Le Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations et la Recherche collaborative sur la souveraineté des données

Jonathan Dewar est président-directeur général du Centre de gouvernance de l'information des Premières Nations (CGIPN), qui mène des enquêtes nationales, conçoit et réalise des sondages – dont l'Enquête régionale sur la santé des Premières Nations –, poursuit des recherches connexes et des initiatives de santé publique, veille à la gouvernance de l'information et fournit des cours et de la formation sur les principes de CPAP®. Le CGIPN veille aussi à la mise en œuvre de la Stratégie nationale de gouvernance des données des Premières Nations.

Monsieur Dewar a consacré la majeure partie de sa carrière à diriger des initiatives de recherche et d'application des connaissances pour des organisations nationales dirigées par des Autochtones. Au cours de cette période, son travail s'est concentré sur la gouvernance, la planification stratégique, la santé et le bien-être, la souveraineté des données, et la vérité, la guérison et la réconciliation.

Monsieur Dewar a été directeur général et vice-président des collections, de la recherche, des expositions et du rapatriement au Musée canadien de l'histoire, directeur du Centre des pensionnats de Shingwauk et conseiller spécial du président du Collège universitaire d'Algoma, et directeur de la recherche à la Fondation autochtone de guérison, entre autres fonctions de direction.

Monsieur Dewar a obtenu un doctorat de la School of Indigenous and Canadian Studies de l'université de Carleton. Il y est professeur adjoint de recherche au département de sociologie et d'anthropologie. Il exerce également de nombreuses fonctions bénévoles, notamment en tant que membre du conseil d'administration de l'hôpital Queensway Carleton, où il est également vice-président du comité de gouvernance et des nominations. En 2025, il a été nommé au conseil d'administration inaugural du Conseil national de réconciliation. De nombreux organes consultatifs d'experts ont fait appel à son expertise, dont le Comité consultatif d'experts sur la stratégie pancanadienne de données sur la santé. Il est également membre du Comité de sélection du programme national Killam.

Monsieur Dewar est né et a grandi sur le territoire non cédé et non abandonné de la Nation algonquienne (Ottawa). Il est d'origine écossaise et canadienne-française et est membre de la Nation huronne Wendat.

14 h 15 Panel

Les bulletins de nouvelles canadiens : enjeux et solutions

Animateur : Greg O'Brien est directeur de l'information à CHCH-TV, à Hamilton, depuis quatre ans. Il y dirige une équipe de journalistes couvrant les dynamiques régionales de Hamilton, Halton, Niagara et au-delà. En activité depuis 1954, CHCH produit 28 heures de nouvelles locales chaque semaine, exploite le principal site de nouvelles en ligne de la région, diffuse auprès d'un vaste auditoire des infolettres et des balados et demeure profondément ancrée dans la vie des collectivités qu'elle dessert. Journaliste depuis plus de 30 ans, monsieur O'Brien a auparavant fondé Cartt.ca, une plateforme respectée qui couvre la radiodiffusion, les télécoms et la politique des médias depuis 16 ans.

Kevin Desjardins est président et chef de la direction de l'Association canadienne des radiodiffuseurs (ACR), où il représente les stations et services privés de radio et de télévision du Canada. Il a réintégré l'ACR en 2020 après avoir occupé des postes en affaires publiques et communications de 2005 à 2007. Monsieur Desjardins est un leader accompli doté d'une riche expérience dans tous les aspects de la gestion pour les regroupements industriels et professionnels, particulièrement dans la défense de dossiers auprès du gouvernement fédéral et dans les communications. Avant de se joindre à l'ACR, il a occupé des postes relevant des affaires publiques à l'Association dentaire canadienne, à l'Association de l'industrie touristique du Canada et à la Conférence canadienne des arts. Il a également siégé pendant six ans au conseil d'administration de l'Institut de relations gouvernementales du Canada.

Sara-Christine Gemson a travaillé dans les domaines du journalisme, des communications et de la gestion d'organismes sans but lucratif. Elle travaille présentement comme directrice générale de l'École du Forum des politiques publiques et du fellowship d'Action Canada.

Elle a été vice-présidente aux programmes et directrice des communications chez Teach For Canada, un organisme sans but lucratif qui collabore avec des Premières Nations de régions éloignées afin de recruter, préparer et soutenir des éducatrices et éducateurs.

Sara-Christine a également travaillé pendant de nombreuses années comme journaliste en télévision, en radio et sur les plateformes numériques, principalement pour Radio-Canada à Toronto et à Regina. Elle a aussi été boursière en journalisme de la Fondation Aga Khan au Kenya, où elle a rédigé des articles pour le quotidien Daily Nation.

Elle est titulaire d'un baccalauréat en philosophie et en communications de l'Université d'Ottawa et d'une maîtrise en philosophie (M. Phil.), en gouvernement comparé, de l'Université d'Oxford. Elle est également une ancienne fellow d'Action Canada.

Sue Gardner est consultante en stratégie numérique et ex-directrice générale de Wikimedia Foundation, l'organisme sans but lucratif qui héberge Wikipédia, et de CBC.CA, le site anglais de Radio-Canada. En 2021-2022, elle était professeure invitée de la Max Bell School of Public Policy de l'Université McGill. Elle a consacré les 15 premières années de sa carrière au journalisme, principalement pour la CBC. Elle siège à divers conseils d'administration : Internet Society of Canada, Canadian Anti-Hate Network, Wiki Education et Organized Crime and Corruption Reporting Project (OCCRP). Madame Gardner a conseillé un éventail de jeunes pousses, d'organismes sans but lucratif, caritatifs et de politique, largement dans le secteur des libertés entourant les technologies, les médias et le numérique. Elle a été récompensée de nombreux prix, son préféré étant la Nyan Cat medal of Internet Awesomeness pour sa défense d'un Internet libre. La médaille lui a été décernée pour son rôle dans la dénonciation des législations américaines SOPA et PIPA en 2012.

15 h 30 Présentation courte

La valeur des renseignements personnels

Kean Birch est titulaire d'une chaire de recherche de l'Ontario en politique scientifique et professeur au Département de science, technologie et société de l'Université York à Toronto. Il a fondé et dirige l'Institute for Technoscience & Society et a reçu le President's Research Excellence Award 2025 de l'Université York. Il est chercheur invité à la Copenhagen Business School ainsi qu'au Munich Center for Technology & Society, de l'Université technique de Munich. Il est co-éditeur de Science as Culture, une éminente publication internationale qui s'intéresse aux études sur les sciences et les technologies, et éditeur fondateur de la collection de livres Technoscience & Society, publiés aux presses de l'Université de Toronto. Les travaux les plus récents de Kean portent sur l'économie numérique, particulièrement sur la transformation des données numériques en actif politico-économique et le rôle qu'y jouent les grandes sociétés de technologie. Sur un plan analytique, il est fasciné par les mécanismes de transformation en actifs, c'est-à-dire par le nombre de choses différentes qui sont converties en actifs dont des gens peuvent tirer une rente économique durable. Son livre intitulé Assetization: Turning Things into Assets in Technoscientific Capitalism, édité avec Fabian Muniesa et publié par MIT Press, constitue sa principale contribution à ces débats. Plus récemment, il a fait paraître Data Enclaves, publié par Palgrave Macmillan, qui traite de la centralité croissante des données numériques personnelles dans nos économies, particulièrement sous forme d'actifs, et leur rôle dans les nouvelles formes d'innovation « parasites » qui minent nos infrastructures sociales, nos marchés et la concurrence, de même que nos vies sociales et politiques.

15 h 45 Panel

Renseignements personnels des consommateurs: la vie privée, la personnalisation et la confiance peuvent-elles faire bon ménage?

Animateur : Bill Abbott directeur du droit réglementaire chez TELUS) est un expert reconnu des télécommunications, du droit administratif et de la protection des renseignements personnels. Il détient une vaste expérience en matière de politiques réglementaires, de gouvernance des données, d'intelligence artificielle et de conformité. Membre de la dynamique équipe des affaires juridiques et réglementaires de TELUS, il se consacre aux travaux complexes du CRTC, à la nouvelle législation fédérale et aux enjeux juridiques et stratégiques de pointe à une époque de transformation pour TELUS. Bill travaille depuis plus de 25 ans dans les domaines de la réglementation et de la protection de la vie privée des secteurs public et privé. À l'Association du Barreau canadien, il a été président de la section Droit de la vie privée et de l'accès à l'information et siège actuellement au comité de direction de la section Droit administratif. Il est membre de l'IAPP et s'implique dans diverses associations de l'industrie sur des questions de vie privée et de gouvernance des données. Il vit à Ottawa avec sa famille et son chien Juno, et se réjouit de renouer bientôt avec la neige, le ski et le patin sur le canal Rideau.

Amanda Maltby est cheffe de la protection de la vie privée chez Environics Analytics, où elle guide l'approche de l'entreprise en matière de confidentialité dans la conception, l'élaboration et la prestation de ses produits et services, de même que dans la culture sensible à cet aspect dans toute l'organisation.

Avant de se joindre à Environics Analytics, Amanda était chef de la protection de la vie privée à Postes Canada et y dirigeait l'équipe responsable de la confidentialité et de la conformité. Sous sa direction, Postes Canada a mis en place un programme de protection de la vie privée dynamique et moderne et un cadre de gouvernance de l'IA pour toute l'organisation.

Auparavant, madame Maltby a été vice-présidente principale des affaires publiques chez Ipsos Reid, où elle travaillait avec des entreprises canadiennes de premier plan à la réalisation de solutions d'études de marché et de stratégies d'affaires publiques. À l'Association canadienne du marketing, où elle fut également vice-présidente principale des affaires publiques, elle a représenté l'Association lors de forums nationaux et mondiaux sur des questions entourant la protection des données, le marketing numérique et la protection du consommateur, et joué un rôle de premier plan dans l'élaboration de codes d'autoréglementation en matière de marketing visant les enfants et de pratiques de marketing éthiques. Elle a fait partie du Groupe de travail sur le pourriel et du comité du gouvernement fédéral qui a défini le code type de l'ACN et la première loi canadienne sur la protection de la vie privée à l'intention du secteur privé (LPDPDE).

Madame Maltby est membre de comités consultatifs sur la protection des données et le respect de la vie privée au Conseil canadien du commerce de détail, à l'Association canadienne du marketing et au Bureau de la publicité interactive du Canada. Elle est membre fondatrice du Canada's Business Privacy Group, qui regroupe certains des plus éminents professionnels de la protection de la vie privée et associations industrielles du Canada, dont l'objectif est de renforcer la confiance dans l'écosystème numérique et les régimes législatifs du Canada. Madame Maltby est active au sein de l'International Association of Privacy Professionals et a été membre du conseil consultatif canadien de l'IAPP.

Amanda Maltby est fréquemment invitée à prendre la parole au sujet de questions ayant des répercussions sur le marketing de même que lors de forums et de conférences en Amérique du Nord sur la protection des données. Elle considère que l'utilisation responsable et transparente des données et de technologies numériques comme l'IA est nécessaire pour gagner la confiance des consommateurs et essentielle à une protection efficace de la vie privée.

Carly Meredith est associée du cabinet DLA Piper au bureau de Montréal et se spécialise dans les questions relatives à la protection des renseignements personnels et au droit du travail. En tant que dirigeante du groupe de protection de la vie privée et des données pour le cabinet au Québec, madame Meredith conseille des clients de diverses industries — pharmaceutique, télécommunications, tourisme d'accueil et commerce de détail — sur la conformité aux lois rigoureuses en matière de protection des renseignements personnels applicables aux paliers provincial et fédéral.

Elle possède une vaste expérience dans l'élaboration et la rédaction de programmes, de procédures et de politiques en matière de protection des renseignements personnels et de confidentialité, ainsi que dans la négociation d'accords sur le traitement des données, les transferts de données transfrontaliers, la mise en place de systèmes biométriques et de technologies de suivi, les demandes d'accès aux renseignements personnels et dans l'accompagnement d'entreprises dans la mise en œuvre de mesures d'exécution. Madame Meredith agit régulièrement à titre d'avocate principale en matière de protection de la vie privée dans de nombreuses opérations complexes de fusions et acquisitions impliquant la communication de renseignements personnels vers d'autres territoires et sous d'autres cadres réglementaires.

Elle a maintes fois prêté assistance à des clients dans la gestion d'incidents liés à la confidentialité et à la cybersécurité, et les mesures pour y remédier. En mettant à profit la présence mondiale du cabinet, madame Meredith sait comment composer avec des incidents en proposant des mesures d'intervention rapides et cohérentes pour toutes les instances et dans tous les territoires. Considérant sa compétence en ce domaine, madame Meredith est appelée à donner des conseils spécialisés en matière d'actions collectives découlant d'incidents de confidentialité qu'ont essuyés certaines des marques les plus connues dans le monde.

Réputée pour son approche pratique et avant-gardiste, madame Meredith aide ses clients à relever les défis de l'environnement commercial interconnecté et hautement réglementé d'aujourd'hui.

Frédéric Wilson est coresponsable national de l'équipe Respect de la vie privée du cabinet BLG. À ce titre, il conseille ses clients sur tous les aspects de la conformité en matière de protection des renseignements personnels. Il accompagne régulièrement des entreprises privées et publiques dans le déploiement de programmes de conformité, dans l'adoption de nouvelles technologies, dans le déploiement de programmes de marketing, dans des initiatives de surveillance des milieux de travail ainsi que dans les risques liés à l'intelligence artificielle. Il conseille également les clients de BLG sur les enjeux juridiques découlant des flux de données transfrontaliers, la réalisation d'évaluations des facteurs relatifs à la vie privée (EFVP) et sur leur réponse aux incidents de confidentialité.

Fort d'une longue expérience en litiges, monsieur Wilson représente aussi des clients lors d'enquêtes administratives, de réponses aux plaintes ainsi que dans le cadre de procédures en révision judiciaire. Il conseille des clients de tous les secteurs, notamment les institutions financières et les fintechs.

Avant de se joindre à BLG, monsieur Wilson était conseiller juridique principal au sein d'une grande institution financière canadienne. Il y était responsable de la gestion des incidents de confidentialité et a contribué à la mise en œuvre d'un important programme de conformité en matière de protection de la vie privée.

Auparavant, il a exercé en litige commercial pendant huit ans au sein d'un cabinet international, où il se spécialisait en action collective et en droit de la consommation. Il a représenté de grandes sociétés devant tous les tribunaux du Québec et la Cour fédérale, ainsi que dans le cadre d'arbitrages.

16 h 45 Conférence

Anna Gomez est une avocate américaine spécialisée en télécommunications. Elle est actuellement commissaire à la Commission fédérale des communications des États-Unis (FCC). Elle a été associée du cabinet d'avocat Wiley Rein de 2013 à 2022. En 2023, elle était conseillère principale au Département d'État du Bureau du cyberspace et de la politique numérique. De 2009 à 2013, elle a occupé les fonctions de secrétaire d'État adjointe de l'Administration nationale des télécommunications et de l'information.

Après ses études en droit, madame Gomez a travaillé comme avocate au cabinet Arnold & Porter. Elle s'est jointe à la Commission fédérale des communications en 1994 et y occupe les fonctions de conseillère adjointe jusqu'en 1996, puis celles de cheffe adjointe du personnel du Conseil économique national jusqu'en 1996. En 1997, elle retourne à la FCC comme cheffe et cheffe adjointe de la Division des services du réseau. Madame Gomez a également été cheffe adjointe du Bureau international de la FCC et conseillère juridique principale du président de la Commission de l'époque, William E. Kennard. De 2006 à 2009, elle a travaillé comme vice-présidente des affaires gouvernementales de la société Sprint Nextel.

En mai 2023, le président des États-Unis Joe Biden nommait Anna Gomez à la Commission fédérale

des communications après le rejet de la candidature de Gigi Sohn. Le Comité du commerce, de la science et des transports du Sénat des États-Unis approuvait sa nomination en juillet 2023. Le 7 septembre, le Sénat des États-Unis confirmait sa nomination par un vote de 55-43. Son mandat se termine le 1er juillet 2026.

Jennifer Tatel apporte une capacité d'analyse de questions juridiques complexes et des conseils réfléchis à ses clients de l'industrie des TIC. Durant ses années dans la fonction publique des États-Unis, elle a rempli divers rôles dont celui de cheffe adjointe du contentieux de la Commission fédérale des communications (FCC) et celui de cheffe divisionnaire du bureau des médias de la FCC, où elle s'est mesurée à une variété de questions juridiques ayant une incidence sur les entreprises médiatiques et technologiques. Elle a joué un rôle dans certaines des plus importantes opérations de sociétés médiatiques examinées par les organismes fédéraux de réglementation et su demeurer à la fine pointe des enjeux juridiques, tant durant son passage dans la fonction publique que lorsqu'elle représentait des clients privés. Son expertise couvre les opérations, les questions touchant les médias, la concurrence vidéo, le droit administratif et la protection de la vie privée.

Madame Tatel a commencé son parcours professionnel comme travailleuse sociale auprès des enfants pris en charge par l'État dans le District de Columbia.

Phillip Marchesiello formule des solutions pratiques pour des défis commerciaux et des enjeux juridiques découlant des règles et politiques de la Commission fédérale des communications (É.-U.) et de la Commission de service public d'État. Son expérience diversifiée sur le plan des opérations, de la stratégie et de la conformité dans le secteur des médias, des télécommunications et des technologies lui permet de comprendre et de naviguer sans heurt dans les environnements réglementaire et commercial qui façonnent les objectifs de ses clients.

Monsieur Marchesiello travaille souvent étroitement avec les équipes internes et externes de ses clients, et peut donc les aider à négocier des ententes interentreprises en matière de technologies de l'information et de télécommunications, de même que des contrats de déploiement d'infrastructures, dont des ententes de droits de passage et d'autres ententes relatives à l'utilisation de poteaux pour de l'infrastructure 5G. Il structure en outre des opérations afin qu'elles respectent les exigences réglementaires applicables. Dans le cadre d'opérations, il gère également les processus d'approbation réglementaire de la FCC et de la Public Utility Commission. En matière de négociations, il privilégie une approche de collaboration, qui procure à ses clients un maximum de protection légale et commerciale sans les priver d'une entente.

Phillip Marchesiello représente également des sociétés de communications devant la FCC pour défendre des politiques ou pour des questions de licence et de conformité. Ces clients proviennent notamment des secteurs de la fabrication d'équipement, des services de relais téléphonique, des services téléphoniques pour détenus, des liens de communications à haute vitesse, du déploiement et de licences de câbles sous-marins et de l'Internet mobile par satellite.

MARDI 21 OCTOBRE

9 h 00 Conférence

Philippe Dufresne a été nommé commissaire à la protection de la vie privée du Canada le 27 juin 2022. Juriste de premier plan en matière de droits de la personne et de droit administratif et constitutionnel, il a précédemment occupé les fonctions de légiste et de conseiller parlementaire de la Chambre des communes. À ce titre, il était le principal conseiller juridique de la Chambre des communes et dirigeait le bureau chargé de fournir des services de rédaction juridique et législative à la

Chambre des communes, à son président, à ses députés et à ses comités, au Bureau de régie interne et à l'administration de la Chambre.

Avant d'être nommé légiste de la Chambre des communes en 2015, il était avocat général principal de la Commission canadienne des droits de la personne, responsable des services juridiques, des litiges, des enquêtes, des médiations, de l'équité en matière d'emploi et de l'accès à l'information et de la protection des renseignements personnels. Il a alors représenté avec succès la Commission devant tous les niveaux des tribunaux canadiens, y compris la Cour suprême du Canada, dans un certain nombre d'affaires clés en matière de droits de la personne et de constitutionnalité qui se sont déroulées au cours des deux dernières décennies. Il a comparu devant la Cour suprême à 15 reprises sur des questions allant de l'accessibilité et du salaire égal pour un travail de valeur égale à l'équilibre entre les droits de la personne et la sécurité nationale. En tant qu'avocat principal de la Commission dans l'affaire historique de privilège parlementaire *Chambre des communes c. Vaid*, il a contribué à renforcer et à clarifier certains des principes constitutionnels fondamentaux du pays qui s'appliquent à la Chambre des communes et au Parlement.

Membre des barreaux du Québec, de l'Ontario et du Massachusetts, il a servi sa profession et sa communauté de diverses façons, notamment comme président de la section du droit constitutionnel et des droits de la personne de l'Association du Barreau canadien (division du Québec) et comme membre du comité de rédaction du magazine CCCA de l'Association canadienne des conseillers juridiques d'entreprises. En 2014, il a été président de la Commission internationale des juristes, une organisation vouée à la protection de la primauté du droit et de l'indépendance judiciaire au Canada et à l'échelle internationale.

Le commissaire Dufresne est diplômé en common law et en droit civil de la Faculté de droit de l'Université McGill. Il a aussi été professeur à temps partiel à la Faculté de common law de l'Université d'Ottawa et à la Faculté de droit de l'Université Queen's, où il a enseigné le droit pénal international, les droits de la personne et la défense en appel. Il donne régulièrement des conférences sur les questions de droits de la personne ainsi que de droit à la vie privée et de droit administratif, constitutionnel et parlementaire au Canada.

9 h 30 Panel

L'avenir de l'accès légal

Animatrice : Leah West est professeure agrégée à la Norman Patterson School of International Affairs de l'Université Carleton. Diplômée SJD et JD de l'Université de Toronto, elle détient une maîtrise en droit (LL.M.) de l'Université d'Ottawa, où elle était titulaire d'une bourse en contre-terrorisme, une maîtrise en renseignement de l'American Military University et un baccalauréat spécialisé du Collège militaire royal. Elle a fait partie du Groupe litiges et conseils en sécurité nationale du ministère de la Justice. À titre d'officière des blindés au sein des Forces armées canadiennes, elle a été envoyée en Afghanistan en 2010. Leah est co-auteur, avec Craig Forcese, de *National Security Law* (Irwin Law, 2021, 2nd Ed) et co-directrice de *Stress Tested: The COVID-19 Pandemic and Canadian National Security* (UCP, 2021). En 2024, elle a siégé au Conseil de recherche de l'Enquête publique sur l'ingérence étrangère dans les processus électoraux et les institutions démocratiques fédéraux.

Kate Robertson est associée de recherche principale du Citizen Lab, à la Munk School of Global Affairs & Public Policy de l'Université de Toronto. Elle s'intéresse au croisement du droit, de la politique et des technologies, et concentre ses travaux sur la transparence et les mécanismes de responsabilisation qui touchent à la relation entre les entreprises et les organismes d'État dans l'utilisation des renseignements personnels et d'autres activités de surveillance. Elle a publié des rapports sur les droits de la personne et les technologies émergentes et a représenté des organismes de défense des intérêts publics devant la Cour suprême du Canada. Elle met à profit son expérience à

titre d'auxiliaire juridique à la Cour suprême et, par la suite, d'avocate criminaliste au sein du système juridique canadien.

Michael Geist est professeur de droit à l'Université d'Ottawa, où il est titulaire d'une chaire de recherche du Canada en droit de l'Internet et du commerce électronique, en plus d'y être membre du Centre de recherche en droit, technologie et société. Il a obtenu un diplôme de baccalauréat en droit (LL. B.) de la faculté de droit Osgoode Hall de Toronto, une maîtrise en droit (LL. M.) de l'Université Cambridge, au Royaume-Uni, et de la faculté de droit Columbia à New York, et un doctorat en droit (J.S.D.) de la faculté de droit Columbia.

Le professeur Geist a rédigé plusieurs ouvrages sur le droit d'auteur dont *The Copyright Pentalogy: How the Supreme Court of Canada Shook the Foundations of Canadian Copyright Law* (2013, University of Ottawa Press), *From "Radical Extremism" to "Balanced Copyright": Canadian Copyright and the Digital Agenda* (2010, Irwin Law) et *In the Public Interest: The Future of Canadian Copyright Law* (2005, Irwin Law). Il est directeur de plusieurs publications mensuelles sur le droit des technologies, l'auteur d'un blogue populaire traitant d'Internet et de questions relatives au droit de la propriété intellectuelle, et le créateur de Law Bytes, l'un des balados canadiens les plus écoutés sur le droit des technologies.

De nombreux conseils comptent Michael Geist parmi leurs administrateurs, dont celui d'Internet Archive Canada et le comité consultatif d'Electronic Frontier Foundation (EFF). Il a été décoré de l'Ordre de l'Ontario en 2018 et son travail lui a valu de nombreuses récompenses : prix Vox Libera 2018 de Canadian Journalists for Freedom of Expression, Kroeger Award for Policy Leadership en 2010 et, la même année, un prix IP3 de Public Knowledge, Les Fowlie Award for Intellectual Freedom de l'Association des bibliothèques de l'Ontario en 2009, le Pioneer Award de l'EFF en 2008 et le prix IWAY Public Leadership Award de l'organisme Canarie pour sa contribution à l'essor d'Internet au Canada.

10 h 45 Présentation courte

Réglementation des technologies : un programme à revoir

Emily Laidlaw est titulaire de la Chaire de recherche du Canada en droit de la cybersécurité et professeure agrégée à la Faculté de droit de l'Université de Calgary. Elle est également chercheuse principale au Centre for International Governance Innovation, membre associée du Centre de recherche en droit, technologie et société de l'Université d'Ottawa, et membre du Centre for Military, Security and Strategic Studies. Elle est actuellement professeure invitée Rovinescu pour la lutte contre les discours haineux à l'Université d'Ottawa. À l'extérieur des cercles académiques, madame Laidlaw met son expertise à profit au sein des conseils d'administration du Consortium national pour la cybersécurité et de la Société Internet du Canada.

Ses recherches portent sur la réglementation des technologies, la cybersécurité et les droits de la personne, avec une insistance particulière sur la réglementation des plateformes, la protection de la vie privée, les méfaits en ligne, la liberté d'expression et la gouvernance d'entreprise. Elle est l'autrice de *Regulating Speech in Cyberspace: Gatekeepers, Human Rights and Corporate Responsibility* (Cambridge University Press, 2015) et la codirectrice, avec Florian Martin-Bariteau, de *Security of Self: A Human-Centric Approach to Cybersecurity* (Ottawa University Press, 2025), à paraître.

La parcours académique de madame Laidlaw a commencé au Royaume-Uni, où elle a obtenu un LL.M. et un doctorat à la London School of Economics and Political Science. Elle y a obtenu son premier poste de professeure à la Faculté de droit de l'University of East Anglia. Elle a d'abord pratiqué le droit comme avocate plaidante et est, depuis, revenue à la pratique du droit au sein de son propre cabinet. En 2014, elle se joignait à l'Université de Calgary.

Puisant dans sa vaste expérience à l'étranger, Emily Laidlaw poursuit ses recherches en créant des ponts entre le droit canadien, le droit britannique, européen et international. Elle participe activement à la réforme du droit et conseille des gouvernements et des organisations tout en contribuant à des projets sur la cybersécurité, les méfaits en ligne, la mésinformation et la désinformation, le droit de la diffamation, l'utilisation non consensuelle d'images intimes, la responsabilité des intermédiaires et la modération de contenu.

Madame Laidlaw croit profondément au rôle public de la recherche et s'y investit, que ce soit par l'enseignement, les activités communautaires, la participation à des tables rondes publiques et des conférences, la formation des juges ou des dépositions devant des instances gouvernementales.

11 h 00 Présentation courte

Développements en droit de la concurrence

Robin Shaban est économiste et analyste politique. Robin compte parmi les cofondateurs du Canadian Anti-Monopoly Project, un groupe de réflexion canadien dont les membres se consacrent aux questions urgentes qu'engendre le pouvoir des monopoles au Canada. La promotion d'une croissance économique inclusive au Canada est au cœur de l'action de Robin, qui a publié plusieurs rapports de recherche novatrice, a fréquemment pris la parole en public en plus d'accepter l'invitation de médias à commenter les questions qui touchent son champ d'expertise.

Robin a cofondé le cabinet de conseil 2R Strategy, qui se spécialise dans l'analyse économique et la veille stratégique afin d'aider sa clientèle à créer des stratégies à la hauteur des défis complexes et existentiels qui les guettent. Robin est membre du Forum des politiques publiques et de Social Capital Partners. En 2021, le Globe and Mail lui décernait un prix Changemaker soulignant son engagement à faire progresser les politiques publiques centrées sur la justice sociale et ses recherches sur la politique de la concurrence.

Robin est titulaire d'un doctorat en politique publique à la School of Public Policy and Administration de l'Université Carleton – sa thèse est consacrée à la politique de la concurrence –, d'une maîtrise en économie de l'Université Queen et d'un baccalauréat en économie de l'Université de l'Alberta.

11 h 15 Présentation courte

La protection des câbles sous-marins du Canada

Vina Nadjibulla a rejoint la FAP Canada en tant que vice-présidente, Recherche et Stratégie, le 7 novembre 2023. Vina gère les activités de recherche, d'éducation et de soutien au réseau de la FAP Canada. Elle supervise également les programmes de subventions et de bourses de recherche de la Fondation, ainsi que les projets de développement et de renforcement des capacités. Elle intervient fréquemment dans les médias pour commenter la géopolitique, la politique étrangère canadienne et les relations entre le Canada et l'Asie, en particulier l'Inde et la Chine.

En tant que spécialiste de la sécurité internationale et de la consolidation de la paix, Vina a passé une grande partie de sa carrière professionnelle au siège des Nations Unies et dans des missions de maintien et de consolidation de la paix en Afrique occidentale et centrale. Son expérience professionnelle s'étend sur plus de vingt ans dans les domaines de la diplomatie de haut niveau, de la défense des intérêts, de l'élaboration de politiques et de l'analyse des risques politiques. Des zones de guerre aux salles de réunion, Vina a travaillé avec des gouvernements nationaux, des organisations à but non lucratif et des organisations philanthropiques au Canada, aux États-Unis, en Chine et dans un certain nombre de pays d'Afrique et d'Asie centrale.

Vina est professeur adjoint à la School of Public Policy and Global Affairs de l'Université de la Colombie-Britannique et chercheuse principale au Soufan Center, un groupe de réflexion sur la résolution des conflits dont le siège se trouve à New York.

Vina est titulaire d'une maîtrise en Affaires internationales de l'Université de Columbia. Elle parle couramment l'anglais, le russe et le persan, et a une connaissance intermédiaire du chinois mandarin. Citoyenne du Canada, elle est née en Union soviétique, a grandi en Afghanistan et a fait ses études aux États-Unis.

11 h 30 Panel

Le projet de loi C-8 et la cybersécurité

Animateur : Robbie Grant est avocat du bureau torontois du cabinet McMillan S.E.N.C., s.r.l., où il bâtit une pratique dynamique centrée sur les questions relatives à la protection de la vie privée et à la sécurité des données, à l'intelligence artificielle et à la Loi canadienne antipourriel (LCAP). Il accompagne fréquemment des organisations dans la préparation et la mise à jour de politiques de protection de la vie privée, les conseille lorsqu'une atteinte à la protection des données se produit et leur fournit des avis sur les aspects relatifs à la protection de la vie privée dans leurs pratiques commerciales et leurs opérations. Il aide également des clients qui doivent préparer des évaluations des facteurs relatifs à la vie privée ou donner suite à des demandes d'accès à l'information. De plus en plus, on lui demande conseil sur la mise en place d'outils d'intelligence artificielle.

Les clients qui font appel à Robbie proviennent de toutes les industries, dont la santé, l'automobile, la finance, le commerce de détail et les technologies. Il a travaillé auprès de jeunes pousses et d'entreprises émergentes tout comme auprès de chefs de file industriels bien établis.

Robbie a rédigé de nombreux articles sur les questions de cybersécurité, notamment sur le projet de loi C-8 et son prédécesseur, le projet de loi C-26. Le Globe and Mail l'a récemment cité au sujet de la présentation du projet de loi C-8 (voir Alexandra Posadzki, « Federal Liberals reintroduce cybersecurity bill meant to protect critical infrastructure », 23 juin 2025). Robbie se réjouit de prendre la parole pour la première fois à la conférence de l'IIC.

Bonnie Butlin connue dans le monde comme la « Première dame de la sécurité au Canada », est cofondatrice et directrice générale du Security Partners' Forum (SPF), le tout premier réseau international agile d'associations, d'instituts et de professionnels de la sécurité et de la résilience de tous les domaines et de toutes les disciplines de la sécurité. Sous la bannière du SPF, elle a créé la Women in Security and Resilience Alliance, qui mobilise un réseau croissant de professionnelles membres d'associations et de groupes œuvrant dans la sécurité et la résilience à l'échelle mondiale.

Depuis 2013, Bonnie Butlin a reçu quelque deux douzaines de prix, de marques de reconnaissance et d'hommages, ici et dans le monde, dans le domaine de la sécurité, de la résilience et du leadership.

Madame Butlin détient une certification comme professionnelle de la gestion des risques de sécurité (SRMCP) depuis 2023. Elle est membre associée de l'Australian Risk Policy Institute (F.ARPI) depuis 2022 et d'ISC2 depuis 2020.

Madame Butlin est titulaire d'une maîtrise (M.A.) en affaires internationales de la Norman Paterson School of International Affairs de l'Université Carleton. En 2018, l'Université lui décernait le prix A.D. Dunton Alumni Award of Distinction, la plus haute distinction remise à une ancienne ou un ancien.

Madame Butlin est titulaire d'un baccalauréat (B.A.) en science politique de l'Université de Calgary. En 2019, elle terminait un programme de MicroMasters en droit international de l'Université catholique de Louvain, en Belgique. Elle détient des certificats d'études supérieures pour le programme de leadership stratégique ISMA-Georgetown de Washington, D.C. (2017-2018) et pour la classe de maître à l'intention des dirigeants en sécurité commerciale (Corporate Security Executive) de la Burrill-Green Corporate Security Business School (2014).

Madame Butlin a également siégé à divers comités, conseils consultatifs et comités de rédaction. Elle siège actuellement au comité de rédaction de *Cyber Security: A Peer-Reviewed Journal* (Henry Stuart Publications).

Byron Holland Depuis 2008, Byron Holland est président et chef de la direction de CIRA, l'Autorité canadienne pour les enregistrements Internet. Expert en gouvernance de l'Internet et entrepreneur chevronné, il possède une vaste expérience dans des postes de direction au sein des secteurs privé et à but non lucratif. Sous la direction de Byron, CIRA est passée d'un simple registre à service unique à une organisation commerciale à but non lucratif, multiproduit et reconnue dans le monde entier. Aujourd'hui l'un des principaux domaines de premier niveau des codes de pays (ccTLD) au monde, CIRA gère plus de 3,4 millions de domaines, et plus de 30 % des domaines de premier niveau du monde utilisent ses services DNS.

Monsieur Holland est également l'un des membres fondateurs d'Une coalition de la communauté technique qui favorise la collaboration multipartite (TCCM), un groupe d'experts et d'expertes de l'Internet et de la technologie qui s'est engagé à soutenir des processus décisionnels inclusifs et collaboratifs dans la gouvernance mondiale de l'Internet. Byron représente CIRA au niveau international dans le cadre de travaux sur la politique mondiale et a joué un rôle essentiel dans l'élaboration de décisions clés en matière de gouvernance de l'Internet.

Il a occupé d'importantes fonctions de direction au sein de l'Internet Corporation for Assigned Names and Numbers (ICANN), notamment en tant que président du comité permanent de la clientèle et en tant que président et vice-président de la Country Code Names Supporting Organization (ccNSO). En mars 2025, il s'est joint au conseil d'administration de l'ICANN et siège actuellement aux comités des finances et de la vérification de l'organisme. Il a en outre exercé son leadership au CENTR (Conseil des registres nationaux européens de noms de domaine de premier niveau), auprès de l'ARIN (American Registry for Internet Numbers) et de TorIX, et continu de représenter CIRA au sein des forums stratégiques internationaux et intérieurs.

Lori Turnbull a été en détachement auprès du Bureau du Conseil privé de juillet 2015 à juillet 2017, d'abord à titre de conseillère en politiques au Secrétariat de l'appareil gouvernemental, puis comme agente de liaison ministérielle au bureau du ministre des Institutions démocratiques et, enfin, en tant que conseillère en politiques au Secrétariat des priorités et de la planification.

Les travaux et l'enseignement de madame Turnbull se concentrent sur la démocratie et la gouvernance parlementaires, l'éthique dans la fonction publique et la réforme démocratique. Elle a enseigné les sciences politiques et l'administration publique aux universités de Dalhousie, Queen's, Carleton et Acadia. On peut souvent entendre ses commentaires à la télévision et à la radio des grands réseaux du Canada anglais.

Son livre intitulé *Democratizing the Constitution: Reforming Responsible Government*, qu'elle a écrit avec Mark Jarvis et le regretté Peter Aucoin, a remporté le prix Donner en 2011 et le prix Donald Smiley en 2012.

12 h 30 Dîner et entretien

Marie-Philippe Bouchard a été nommée présidente-directrice générale de CBC/Radio-Canada le 18 octobre 2024 pour un mandat de cinq ans à compter du 3 janvier 2025.

Membre du Barreau du Québec depuis 1985 et détentrice d'une Maîtrise en droit public de l'Université de Montréal, Marie-Philippe Bouchard s'est jointe aux services juridiques de la Société Radio-Canada en 1987, après avoir enseigné le Droit des communications comme chargée d'enseignement et agente de recherche au Centre de recherche en droit public de la Faculté de droit de l'Université de Montréal en tout début de carrière.

De 1987 à 2016, elle a occupé différents postes de gestion et de haute direction à Radio-Canada en planification stratégique et affaires réglementaires, aux nouvelles et aux affaires publiques télévisées, à l'information radio, aux services numériques et en musique, dont elle était la directrice générale jusqu'en janvier 2016.

De 2016 à 2024, elle a occupé les fonctions de présidente-directrice générale de TV5 Québec Canada dont la mission est de promouvoir la diversité de la culture francophone par la diffusion de contenus de langue française qui incarnent et connectent entre elles les communautés francophones du Québec, de tout le Canada et du monde. Ainsi, au cours de son mandat à titre de présidente-directrice générale de TV5 Québec Canada, elle a solidifié de précieuses relations entre autres avec un grand nombre d'organismes qui soutiennent les communautés francophones à travers le Canada et avec les médias de service publics à l'International qui desservent des communautés francophones.

Catherine Clark est diffuseuse, animatrice et co-fondatrice de renommée nationale de The Honest Talk, qui propose un balado canadien de premier plan, un site médiatique et des événements en direct pour les femmes.

À titre de présidente de Catherine Clark Communications et de conseillère spéciale chez Syntax Strategic, Catherine accompagne également des entreprises et des particuliers sur leurs communications.

Ardente disciple de l'engagement communautaire, elle a siégé à de nombreux conseils d'administration et agit présentement à titre de vice-présidente du conseil des gouverneurs de l'Hôpital d'Ottawa et d'administratrice au conseil de Groupe Hydro Ottawa.

14 h 00 Présentation courte

Voici Clara : L'importance de former votre IA

Don Lenihan est un expert en matière de mobilisation du public et s'intéresse depuis longtemps au rôle des technologies numériques dans la transformation des sociétés, des gouvernements et de la gouvernance. Il signe une chronique hebdomadaire sur l'intelligence artificielle pour National Newswatch, un important agrégateur canadien de nouvelles politiques.

14 h 30 Présentation courte

La souveraineté numérique

Barry Appleton est associé directeur chez Appleton & Associates International Lawyers LP (Toronto), codirecteur et chercheur émérite au Center for International Law de la New York Law School. Il est également chercheur et fellow à la Balsillie School of International Affairs de Waterloo, en Ontario.

Les médias, tant canadiens qu'américains, sollicitent régulièrement les commentaires de monsieur Appleton sur les questions relatives au commerce mondial et à l'économie numérique, notamment dans une récente série d'articles du National Post sur la souveraineté numérique. Conseiller digne de confiance en matière de droit économique international, il a accompagné le comité du Cabinet de l'Ontario sur le libre-échange nord-américain durant les négociations entourant l'ALÉNA et fournit des conseils à d'autres gouvernements sur des questions de commerce international. Il a fait paraître deux ouvrages sur l'ALÉNA et de nombreux articles sur le droit économique et la souveraineté numérique. Monsieur Appleton est membre associé du Chartered Institute of Arbitrators et membre des Barreaux de l'Ontario, de New York et du District de Columbia, ainsi que Tribunal de commerce international des États-Unis.

14 h 45 Panel

Contexte juridique — Les avancées du droit canadien des communications et des médias

Leslie Milton est associée et co-chef de technologies, des médias et des télécommunications au cabinet Fasken. Elle procure à des fournisseurs canadiens et étrangers de services filaires, sans-fil et par satellite des conseils juridiques et stratégiques complexes entourant tous les aspects de la réglementation canadienne sur les télécommunications et les radiocommunications. Elle représente ces clients dans le cadre de diverses audiences devant le Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes (CRTC) et auprès d'Innovation, Sciences et Développement économique Canada (ISDE Canada).

Madame Milton a pris part à diverses délibérations stratégiques et procédures d'attribution de licence et de mise à exécution devant le CRTC, notamment pour la délivrance de licences internationales, l'accès de gros et la revente, l'approbation de tarifs, des procédures d'abstention, des questions entourant la propriété étrangère, la protection du consommateur, l'accès local et les raccordements, les services Internet, le numérotage, la liste nationale des numéros de télécommunication exclus, la loi antipourriel (CLAP) et la communication avec les électeurs.

Devant ISDE Canada, madame Milton représente des exploitants de technologie sans fil et par satellite relativement à la délivrance de licence de spectre et de radio, à des procédures entourant la politique du spectre, à l'emplacement et au partage d'antennes, à l'homologation d'équipement et à d'autres questions de conformité réglementaire. À titre d'ex-conseillère en réglementation auprès d'un exploitant de satellite mondial de premier plan, madame Milton a une connaissance inégalée de la réglementation internationale et de l'attribution des fréquences, de même que de l'accès au marché du satellite, des exigences relatives aux droits d'atterrissage au Canada et ailleurs, notamment aux États-Unis, en Amérique centrale et du Sud et en Europe, de même que du fonctionnement des Conférences mondiales des radiocommunications.

Pour avoir défendu ces questions devant le CRTC, les cours fédérale et provinciales et des organismes provinciaux de réglementation de l'énergie, Madame Milton est également une praticienne chevronnée en matière d'accès aux emprises municipales et autres espaces publics par les fournisseurs de services de télécommunications, de même que l'accès par ces derniers à des structures de soutien appartenant à des tiers, comme des lampadaires, des antennes et des conduits.

Monica Song est associée principale chez Dentons Canada LLP et y dirige le groupe de pratique en droit des communications.

Monica détient une expertise sur les enjeux juridiques, réglementaires, de licence et de politique

publique qui touchent toutes les facettes de l'industrie des communications, plus particulièrement les mandats de représentation multidimensionnels impliquant l'application de cadres juridiques et réglementaires existants à de nouvelles technologies et applications novatrices. Monica a plaidé devant les tribunaux de toutes instances en Ontario ainsi que devant les tribunaux fédéraux dans le cadre d'instances en droit civil et public, de même que devant nombre de commissions réglementaires et tribunaux. Elle plaide en français et en anglais.

Elle s'illustre à répétition dans son domaine de pratique dans de nombreux classements nationaux et mondiaux, notamment à l'échelon le plus élevé (Band 1) de ceux Chambers Canada et de Chambers Global, dans la catégorie Télécoms, médias et radiodiffusion.

En marge de son travail chez Dentons, Monica a été chargée de cours à temps partiel en droit des communications à la faculté de droit de l'Université d'Ottawa pendant dix ans (de 2008 à 2018). En 2018-2019, elle a fait partie du groupe d'experts de l'Examen de la législation en matière de radiodiffusion et de télécommunications, dont le rapport final intitulé, L'avenir des communications au Canada : le temps d'agir, a été rendu public en janvier 2020. La même année, le 22 juillet, Monica était nommée arbitre en matière de radiodiffusion du Canada en vertu de la Loi électorale du Canada. Elle occupe toujours ces fonctions aujourd'hui.

15 h 30 Présentation courte

L'importance de l'éducation aux médias numériques et de la littératie de l'IA pour tous les Canadiens

Kathryn Ann Hill est la directrice générale d'HabiloMédias, le Centre canadien d'éducation aux médias et de littératie numérique. Elle est titulaire d'une maîtrise en travail social et d'une maîtrise en gestion. Son engagement envers la justice sociale s'est traduit par une carrière de plus de 30 ans dans le secteur bénévole et communautaire, où elle a occupé des postes de direction au sein d'organisations nationales et communautaires. Madame Hill signe régulièrement des articles et collabore à des recherches, en plus d'agir fréquemment comme conférencière ou panéliste sur des questions entourant l'éducation aux médias et la littératie numérique. Elle a agi comme experte-conseil au sein de nombreux comités dont le comité consultatif des Prix du premier ministre, celui de CBC Kid's News ainsi que le comité organisateur de GAPMIL, aujourd'hui connu comme l'Alliance pour l'éducation aux médias et à l'information, de l'UNESCO. Elle siège également au conseil d'administration de Libertel de la Capitale nationale.

15 h 45 Présentation courte

Informatique quantique et son impact sur la cybersécurité

Melanie Anderson occupe le poste de directrice générale, Assurance de l'information, au Centre canadien pour la cybersécurité. À ce titre, elle est responsable de la recherche sur la cryptographie appliquée, de l'architecture, de l'ingénierie et du développement de solutions cryptographiques sécurisées.

Dans le cadre de ses anciennes fonctions comme directrice, Sécurité cryptographique et développement des systèmes, Melanie et ses équipes étaient chargées des politiques de sécurité des communications du Canada (COMSEC), de la conformité à celles-ci, de l'évaluation de la sécurité des produits cryptographiques, de la prestation d'avis et de conseils en matière de cryptographie, y compris en ce qui a trait à la préparation à la menace que pose l'informatique quantique pour la cryptographie, et de la modernisation de l'infrastructure classifiée du gouvernement du Canada. Melanie tient à cœur le bien-être des femmes sur le lieu de travail. Elle offre notamment du mentorat et encourage les filles

et les jeunes femmes à faire carrière dans les domaines des sciences, des technologies, de l'ingénierie et des mathématiques (STIM).

Melanie a commencé sa carrière au CST en 2003 et elle a occupé divers rôles techniques et de leadership en cybersécurité et en technologies de l'information (TI). Elle a été agente de liaison technique du CST aux États-Unis, développeuse de logiciels, formatrice technique et gestionnaire de projet pour les systèmes de technologie de l'information (TI) utilisés par des clients au gouvernement du Canada.

Melanie détient un baccalauréat en informatique de l'Université du Nouveau-Brunswick et a suivi en 2020 le Senior Executive Fellows Program du Harvard Kennedy School. En 2023, elle a été reconnue par Deloitte comme l'une des 30 femmes en cybersécurité à être au premier plan de la cyberrévolution. Melanie a également été reconnue par IT World Canada comme l'une des 20 Canadiennes les plus influentes dans le domaine de la cybersécurité.

16 h 00 Panel

IA et infrastructure informatique

Animateur : Murad Hemmadi Le journaliste Murad Hemmadi couvre l'intelligence artificielle, les semi-conducteurs, l'informatique quantique et autres technologies profondes. Auparavant, il était correspondant à Ottawa pour The Logic et couvrait les activités commerciales et la politique de l'innovation.

David Twedell est vice-président par intérim, stratégie et planification de l'Alliance de recherche numérique du Canada. Il cumule 25 années d'expérience dans plusieurs secteurs, dont l'ingénierie des logiciels, la conception et la fabrication de produits automobiles, et l'administration de programmes de recherche universitaire.

Jusqu'à tout récemment, il était directeur général des initiatives stratégiques en recherche au bureau de la vice-rectrice à la recherche et aux relations internationales à l'Université de Waterloo. Auparavant, il avait progressivement gravi les échelons à l'Université Western, d'abord en occupant un poste au bureau de la recherche, puis à titre de directeur du développement de la recherche. À l'Université Western, il était chargé d'administrer le Fonds des initiatives scientifiques majeures de la Fondation canadienne pour l'innovation octroyé pour les activités de la Fédération Calcul Canada. Avant son arrivée dans le milieu universitaire, monsieur Twedell a travaillé pour un fabricant d'automobiles canadien de première catégorie et dans la filiale d'une société de logiciels à Waterloo.

Il a également été expert-conseil en analyse de renseignements personnels, travail qui l'appelait à fournir des conseils stratégiques à ses clients à partir de leurs données.

Monsieur Twedell est titulaire d'un baccalauréat et d'une maîtrise en sciences appliquées (génie mécanique) de l'Université de Waterloo et détient un permis d'ingénieur professionnel de l'Ontario. Il vit à London, en Ontario, avec sa femme Sheila et leurs deux enfants. Lorsqu'il n'est pas en train de réparer quelque chose ou d'écrire du code, vous le trouverez peut-être en train d'assister à un match de baseball des London Majors au Labatt Memorial Park, le plus ancien terrain de baseball au monde.

Glen Berseth est professeur adjoint à l'Université de Montréal, membre académique principal de Mila – Institut québécois d'intelligence artificielle, et titulaire d'une chaire en IA Canada-CIFAR. Il est également codirecteur du Laboratoire de robotique et d'IA intégrative de Montréal. Il a été chercheur postdoctoral à Berkeley Artificial Intelligence Research, où il travaillait auprès de Sergey Levine. Ses recherches portent sur la résolution de problèmes de prise de décision séquentielle (planification) pour

les système d'apprentissage autonome du monde réel, comme la robotique, la découverte scientifique et les technologies propres adaptatives. Ses recherches ont couvert les domaines de la collaboration humain-robot, la généralisation, du renforcement et de l'apprentissage continu, multiagent et hiérarchique.

Monsieur Berseth a fait paraître des articles dans les meilleures publications des domaines de la robotique, de l'apprentissage automatique et de l'animation informatique dans son travail. Il a également créé à l'Université de Montréal et chez MILA, un cours sur les modèles de fondation et l'apprentissage par renforcement pour les robots, qui couvre les plus récentes recherches sur les techniques d'apprentissage automatique pour la création de robots généralistes. Il a également cocréé une conférence pour la recherche sur l'apprentissage par renforcement.

Mike Tremblay est président et chef de la direction de CANARIE, le Réseau national de la recherche et de l'éducation au Canada, dont il guide la vision de bâtir un écosystème numérique de recherche fiable et connecté à la planète. Il est également président du conseil d'administration de l'Hôpital d'Ottawa, l'un des établissements de soins de santé majeurs du Canada.

Au cours de sa carrière, Michael a occupé des fonctions de haut dirigeant au sein d'entreprises placées au carrefour de la technologie, de l'innovation et de l'impact communautaire.

Auparavant, il a exercé les fonctions de président de la division TI et cybersolutions de Calian, de chef de la direction d'Invest Ottawa, et occupé divers postes de direction chez Microsoft, SAP et Fujitsu. Partout sur son passage, son aptitude à constituer des équipes, à encourager la collaboration et à guider la transformation a été saluée.

Michael est profondément déterminé à favoriser l'émergence de leaders de tous les horizons. Il considère qu'une diversité de points de vue et des valeurs communes sont les plus solides fondations de l'innovation et de la résilience.

Son travail repose sur trois engagements : faciliter la recherche et l'innovation pour renforcer la compétitivité du Canada, promouvoir l'excellence en soins de santé par la gouvernance et le leadership communautaire et bâtir des équipes inclusives qui excellent dans la complexité.

Nicole Foster est directrice de l'IA et de l'apprentissage automatique mondial, ainsi que de la politique publique du Canada chez Amazon. Elle y assure la direction et la stratégie de la politique publique en matière d'intelligence artificielle pour Amazon Web Services (AWS), et ce, partout dans le monde, de même que les démarches de la société en matière de politiques publiques pour soutenir les activités d'AWS au Canada. À ce titre, elle se consacre principalement aux questions de politique numérique, dont l'IA responsable, la réglementation des technologies émergentes, l'infrastructure numérique, le développement économique et le développement durable.

Avant de se joindre à Amazon, en 2018, madame Foster dirigeait le bureau torontois de la firme Global Public Affairs, où elle fournissait à des clients des secteurs commercial et sans but lucratif des conseils en matière d'affaires publiques. Elle a travaillé avec des clients provenant des secteurs les plus variés, dont les ressources naturelles, la santé, les infrastructures, le commerce de détail, la consommation et le jeu vidéo.

Madame Foster a travaillé en politique à Ottawa pendant un certain nombre d'années avant d'entrer chez Global en 2004. Elle a notamment été adjointe législative du ministre de l'Environnement. Elle a également occupé des fonctions dans le portefeuille des affaires rurales de même que dans les dossiers du statut de la femme et du multiculturalisme.

Madame Foster s'est impliquée dans de nombreuses campagne et activités politiques. Elle s'est

longtemps consacrée bénévolement et comme présidente nationale d'Equal Voice, organisme multipartite voué à nourrir la discussion entourant la sous-représentation des femmes dans les législatures du Canada et à créer un climat propice à l'élection d'un plus grand nombre de candidates.

Madame Foster siège actuellement à de nombreux conseils d'administration, dont ceux de Frontier Model Forum, TechNation, Empire Club of Canada et la section du grand Toronto de l'American Chamber of Commerce. Outre la présidence nationale d'Equal Voice dont elle s'est acquittée, elle a siégé au conseil de l'Institut des relations gouvernementales du Canada (IRGC) et à celui du Design Exchange Museum. Elle a obtenu un diplôme de baccalauréat ès arts (Art and Culture Studies) et un diplôme de mineur (programme long) en sciences politiques de l'Université Simon Fraser.

17 h 00 Conférence

Michael de Adder Caricaturiste politique primé du Globe and Mail et du Hill Times, a vu son travail récompensé en 2020 du Herblock Prize remis à une ou un caricaturiste politique. Il a reçu un doctorat honorifique de l'Université Mount Allison en mai 2020. Il a été reçu membre de l'Ordre du Canada en 2023. Il crée une dizaine de caricatures chaque semaine à l'intention de plus d'un million de lecteurs quotidiens.